

C.C.A.P.
CAHIER DE CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

FOURNITURE DE FLUIDES MEDICAUX ET DE PRESTATIONS DE SERVICE ASSOCIEES

La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique (ci-après « le Code ») :

Appel d'offres ouvert : articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code ;
&
Accord-cadre : articles – R.2162-1 à R.2162-2-1°- du Code ;
&
Mono-attributaire : article R.2162-9 du code ;
&
A bons de commande : articles R.2162-13 à R.2162-14 du code

Pouvoir Adjudicateur

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine
BP 279
93205 SAINT-DENIS CEDEX

Table des matières

PREAMBULE :	3
DISPOSITIONS GENERALES	3
Article 1 Objet	3
Article 2 ALLOTISSEMENT	3
2.1 Lieu(x) d'exécution	3
Article 3 Forme de l'accord-cadre	3
3.1 Procédure	3
3.2 Technique d'achat	4
3.3 Modalités d'exécution	4
Article 4 Durée de l'accord-cadre	4
4.1 Clause de réexamen	4
Article 5 PIECES CONTRACTUELLES	4
Article 6 PRIX	5
6.1 Prix pour les consommables	5
6.2 Prix pour la maintenance	6
6.3 Modalités de révision des prix	7
Article 7 MODALITES D'EXECUTION	7
7.1 Mise en place et retraits des équipements	7
7.2 Commandes	8
7.3 DELAI et conditions DE LIVRAISON	8
7.4 Retards de livraison/d'exécution des prestations	9
7.5 VERIFICATIONS ET ADMISSION	9
Article 8 modalites de paiement	10
Article 9 PAIEMENT	11
9.1 Mode de règlement	11
Article 10 ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS	11
10.1 Assurances	11
10.2 Pièces fiscales	11
Article 11 PENALITES	12
11.1 PENALITES	12
11.2 Approvisionnement d'office	12
11.3 Clause de reprise	13
Article 12 RESILIATION DU CONTRAT	13
12.1 Résiliation pour faute du titulaire	13
12.2 Exécution aux frais et risques	13
Article 13 reglement des differends relatifs à l'accord-cadre	14
13.1 Règlement à l'amiable	14
13.2 TRIBUNAL COMPETENT	14
Article 14 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	14

PREAMBULE :

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD);
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

Les achats font partie des fonctions mutualisées définies par le Décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire.

A ce titre, le CH de ST DENIS assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés.
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève de l'établissement support : **le Centre Hospitalier de Saint Denis.**

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de fluides médicaux et des prestations associées ainsi que la maintenance des réseaux de fluides médicaux et des centrales de vide pour les besoins du Centre hospitalier de Saint Denis.

ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est décomposé en 5 lots :

- Lot 1 : Gaz à usage médical en réseau
- Lot 2 : Fourniture d'oxygène, Mélange équimolaire oxygène /protoxyde azote, protoxyde d'azote médical, air médical, dioxyde de carbone et d'azote liquide en bouteille
- Lot 3 : Fourniture de Monoxyde d'azote médical en bouteille
- Lot 4 : Maintenance des réseaux primaires et secondaires des fluides médicaux
- Lot 5 : Maintenance des groupes de vide

2.1 LIEU(X) D'EXECUTION

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
2, rue du Docteur Delafontaine
BP 279
93205 SAINT-DENIS CEDEX
Site de Delafontaine et de Casanova

ARTICLE 3 FORME DE L'ACCORD-CADRE

3.1 PROCEDURE

La présente consultation est passée selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code ;

3.2 TECHNIQUE D'ACHAT

Le contrat est un accord-cadre au sens des articles – R.2162-1 à R.2162-2-1° - du Code.
L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum de 350 000 € HT par an en application de l'article R.2162-4 du Code.

Les quantités sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Elles sont évaluées en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activité.

3.3 MODALITES D'EXECUTION

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, y compris si la date de la prise en charge indiquée sur le bon de commande est supérieure à la date de validité du marché.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins.

ARTICLE 4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter 1^{er} mai 2025 (ou sa date de notification au Titulaire si elle est postérieure au 1er mai 2025) jusqu'au 30 avril 2026.

L'accord-cadre est reconductible 3 fois pour une période de 12 mois par tacite reconduction et n'excèdera en aucun cas le 30 avril 2029.

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le Centre hospitalier de Saint-Denis peut, ne pas reconduire le marché moyennant un préavis de 4 mois, soit avant le 1 janvier de chaque année. Cette décision est notifiée par tout moyen (y compris électronique dont il est accusé réception par le Titulaire) permettant de lui donner une date certaine.

Le Titulaire n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

4.1 CLAUSE DE REEXAMEN

4.1.1 MODIFICATION DE REFERENCES, DU CONDITIONNEMENT, DE FOURNITURES OBJETS DU CONTRAT

En cas :

- De modifications : de références ou de conditionnement d'une fourniture :

Le titulaire en informera par écrit le Centre Hospitalier de Saint Denis qui prendra en compte cette modification sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

- D'arrêt de fabrication d'une fourniture,

Ce dernier sera remplacé par un produit équivalent sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif. Le titulaire en informera par écrit le Centre Hospitalier de Saint Denis.

ARTICLE 5 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) 2021 (Document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>) ;
- L'offre financière du Titulaire : le bordereau des prix unitaires,
- L'offre technique du Titulaire :
- Le questionnaire logistique et prestations associées

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls sont notifiés au Titulaire l'acte d'engagement de l'accord-cadre et le bordereau de prix unitaires.

ARTICLE 6 PRIX

6.1 PRIX POUR LES CONSOMMABLES

6.1.1 NATURE DU PRIX

L'accord-cadre est traité à prix unitaires invariables pendant 12 mois du 1^{er} mai 2025 au 30 avril 2026 et révisibles selon les modalités décrites ci-dessous.

Les prix unitaires présentés dans le(s) bordereau(x) de prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

6.1.2 CONTENU DU PRIX

Les prix sont établis hors taxes, et assujettis au taux de TVA et aux taxes parafiscales le cas échéant en vigueur au moment de la réalisation des prestations. Les prix sont entendus nets hors taxes pour des marchandises livrées franco de port au service désigné au bon de commande.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

6.1.3 FORMULE DE REVISION CONCERNANT LA FOURNITURE DES GAZ

$$P = P0 \times (0,3 + 0,5 \times (ICHT-IME/ICHT-IME0) + 0,2 \times (MIG EBIQ/ MIG EBIQ0))$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé
- P0 : Prix à la date de remise des offres février 2025 puis issus de la dernière révision, le cas échéant
- MIG Ebiq : dernière valeur définitive connue de l'Indice Energie, biens intermédiaires et biens d'équipement, (site INSEE)
- MIG Ebiq0 : dernière valeur définitive connue de l'Indice Energie, biens intermédiaires et biens d'équipements à novembre 2024 pour la première révision ou dernière valeur définitive de l'Indice utilisé pour les révisions suivantes (site INSEE)
- ICHT-IME: dernière valeur définitive connue de l'Indice du Coût horaire du Travail dans les Industries Mécaniques et Electriques, (Site INSEE).
- ICHT-IME0 : dernière valeur définitive connue de l'Indice Coût horaire du Travail Révisé Tous Salariés dans les Industries Mécaniques et Electriques à février 2025 pour la première révision ou dernière valeur définitive de l'Indice utilisé pour les révisions suivantes (site INSEE)

Pour l'application de la formule de révision prévue au présent article, pour l'indice MIG EBIQ, l'identifiant est le n° 010534841 sur le site de l'INSEE et pour l'indice ICHT-IME, l'identifiant est le n° 001565183 sur le site de l'INSEE.

Aucune autre formule de révision n'est acceptée ni applicable.

6.1.4 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNEL

En cours d'exécution du contrat, au cas où le titulaire applique des promotions sur son catalogue et/ou ses tarifs prix publics, celles-ci sont également appliquées dans le cadre du présent contrat (dans le seul cas où le prix promotionnel est plus favorable).

Les prix seront assortis du taux de remise indiqué dans l'acte d'engagement s'agissant des prix sur catalogue et/ou des prix relatifs au tarif général.

Le caractère promotionnel des prix doit apparaître sur la facture (avec copie du document faisant apparaître le prix remis).

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

À l'issue de la période de promotion, les précédents prix nets remisés sont à nouveau applicables de plein droit.

6.2 PRIX POUR LA MAINTENANCE

6.2.1 NATURE DU PRIX

Maintenance tous risques et préventive

L'accord-cadre est traité à prix forfaitaire invariables pour 24 mois du 1^{er} mai 2025 au 31 avril 2026 révisables selon les modalités décrites ci-dessous.

Les prix sont présentés sous la forme d'un forfait annuel.

Maintenance préventive :

Le prix de base rémunère les deux visites annuelles de contrôle à effectuer à intervalles réguliers. Les redevances consécutives à ces visites, qui devront tenir compte de toutes les prescriptions, garanties et obligations résultant du contrat, sont réputées comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Elles sont par ailleurs, réputées comprendre toutes les sujétions afférentes à l'exécution des prestations et notamment :

- Les déplacements liés aux interventions des préposés du titulaire,
- Les frais relatifs au temps passé des recherches diverses,
- Les difficultés de travail en espace restreint ou à la lumière artificielle,
- Les frais résultants des protections réglementaires d'usage,
- Le nettoyage des lieux au fur et à mesure de l'exécution des interventions d'entretien,
- Les pièces, produits, et fournitures utilisées lors des opérations de maintenances (filtres, clapets, cartouches, huiles).

Maintenance Curative et consommables suite à la maintenance préventive et travaux supplémentaires suite à un dépannage sur appel

Les prix unitaires sont unitaires et révisables selon les modalités l'article 6.1 ci-dessus.

6.2.2 FORMULE DE REVISION CONCERNANT LA MAINTENANCE

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times (0,7 \times \text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IMEO} + 0,3 \times \text{CFP} / \text{CFPo}))$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé
- Po : Prix à la date de signature
- CPF : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - A10 BE – Ensemble de l'industrie à la date de la nouvelle proposition (site INSEE)
- CPFo : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - A10 BE – Ensemble de l'industrie à la date du début du marché ou à la date du début de la période de reconduction (après révision) (site INSEE)
- ICHT-IME: dernière valeur définitive connue de l'Indice du Coût horaire du Travail dans les Industries Mécaniques et Electriques, (site INSEE)
- ICHT-IMEO : dernière valeur définitive connue de l'Indice Coût horaire du Travail Révisé

Tous Salariés dans les Industries Mécaniques et Electriques à novembre 2019 pour la première révision ou dernière valeur définitive de l'Indice utilisé pour les révisions suivantes (site INSEE)

Pour l'application de la formule de révision prévue au présent article, pour l'indice ICHT-IME, l'identifiant est le n° 001565183 sur le site de l'INSEE et pour l'indice CPF, l'identifiant est le n° 010534753 sur le site de l'INSEE.

Aucune autre formule de révision n'est acceptée ni applicable.

6.3 MODALITES DE REVISION DES PRIX

6.3.1 VARIATION DU PRIX UNITAIRES

Les prix unitaires ou forfaitaires sont révisibles annuellement à compter de la fin de la première année d'exécution, à la date anniversaire du contrat.

6.3.2 MODALITES DE PRESENTATION DE LA REVISION DE PRIX

Le Titulaire présente sa proposition de révision des prix, par mail ou par courrier postal accompagné d'un envoi par mail avec avis de réception au Centre Hospitalier de Saint Denis, 2 mois au plus tard avant la date anniversaire du contrat.

Les fichiers transmis par mail sont exploitables selon l'usage des logiciels habituellement utilisés en bureautique professionnelle.

Le Titulaire du contrat adresse au Centre Hospitalier de Saint Denis, un bordereau récapitulant les anciens prix et les nouveaux prix et présentant les pourcentages d'évolution successifs.

Le Titulaire adresse également dans sa proposition de révision de prix le détail du calcul expliquant celle-ci. Il justifie de la valeur des indices employés dans la formule en joignant l'extrait (capture écran par exemple) des valeurs d'indices concernés par la formule de révision et publiés par l'INSEE.

6.3.3 ACCEPTATION DE LA REVISION DE PRIX ET CONSEQUENCES SUR L'ACCORD-CADRE

Le Centre hospitalier de Saint Denis après vérifications des conditions de validité de la révision de prix, exposés dans le présent article signifie son accord ou son refus au Titulaire. Le Centre hospitalier de Saint Denis adresse un courrier au Titulaire de préférence par la voie électronique.

Les nouveaux prix issus de la révision de prix deviennent alors fermes, et applicables à compter de la prochaine date d'anniversaire du contrat, durant toute la période du contrat jusqu'à la révision suivante ou à son terme selon l'année d'exécution.

6.3.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE DES PRIX

La majoration de prix unitaire des prestations issue de la révision des prix ne peut pas excéder 2 % d'augmentation par rapport au prix unitaire de l'Offre initiale dans le cas de la première révision et par rapport aux prix unitaire des anciens prix révisés en cas de révisions successives, sous peine de résiliation sans indemnité de la partie non exécutée du contrat à la date des nouveaux prix.

ARTICLE 7 MODALITES D'EXECUTION

7.1 MISE EN PLACE ET RETRAITS DES EQUIPEMENTS

Sur tous les lots, cas de changement de titulaire au 1 mai 2025, le nouveau titulaire doit organiser le changement des installations avec l'ancien titulaire.

Ce changement doit intervenir **sans aucune coupure** d'approvisionnement.

Le Centre Hospitalier ne peut pas être tenu responsable d'un retard de mise en service des nouvelles installations après le 1 mai 2025 et ne versera aucune indemnité à l'ancien ou au nouveau titulaire.

Au terme du marché, le 30 avril 2029, le nouveau titulaire s'engage à retirer ces installations en accord avec un futur titulaire. Ce changement doit intervenir **sans aucune coupure** d'approvisionnement.
Le Centre Hospitalier ne pourra pas être tenu responsable d'un retard de mise en service des nouvelles installations.

7.2 COMMANDES

L'accord-cadre s'exécute au moyen :

- De bons de commande émis au fur et à mesure des besoins pendant la période de validité de l'accord-cadre. Cette notification vaut mise en demeure pour l'application de l'exécution par défaut prévue à l'article 11.2.

Chaque bon de commande doit comporter :

- La référence au présent marché
 - La désignation de la fourniture et des prestations associées ou la désignation de la prestation de maintenance, ou de l'option le cas échéant
 - Les quantités commandées
 - Le ou les lieux et le délai de livraison
 - Et tout autre renseignement utile.
- Dans le cadre des options de télésurveillance, l'approvisionnement sera automatisé, que ce soit pour la livraison d'oxygène vrac ou de bouteilles conditionnées connectées sur le réseau de l'établissement comme pour le protoxyde d'azote. Les changements de bouteilles dans ces conditions seront à la charge du fournisseur.

Pour les fluides médicaux, seuls les bons de commande signés par l'un des pharmaciens habilités seront honorés par le Titulaire.

Pour les prestations de services, les bons de commandes seront signés par le responsable des services techniques ou économiques.

7.3 DELAI ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les fournitures seront livrées dans un délai maximum **de 3 jours**.

Ce délai peut être raccourci en fonction de l'urgence et du mode de transmission de la commande (dématérialisation, télécopie, téléphone...) et sera précisé dans ce cas au fournisseur.

Les livraisons seront effectuées au Centre Hospitalier de Saint-Denis :

- À la pharmacie entre **8h et 15h30** du lundi au vendredi (sauf jours fériés) pour les gaz conditionnés en bouteille (hors bouteilles d'oxygène et d'air de 10 m³ situées dans les armoires de secours situées au bloc opératoire, service de Réanimation adulte, service de Néonatalogie et salle de travail qui elles devront être livrées directement en service de soin)
- **À la centrale de gaz à usage médical** : les livraisons de **gaz en vrac** devront être assurées en dehors de la période suivante : **23h00 – 6h30** (respect de la tranquillité et du repos des riverains) sauf en cas d'urgence et en accord avec le pharmacien responsable ou son remplaçant.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire, sauf précision dans l'offre.

Pour la fourniture des bouteilles, il est souhaité 2 livraisons minimum par semaine.

Le Titulaire appliquera le tarif de livraison en cas de commande complémentaire à ces 2 commandes par semaine ainsi que le tarif des livraisons en urgence (nuit, week-end et jours fériés) qu'il a indiqué dans son offre

Le titulaire mettra en œuvre les modalités de dépannage urgent en fluide médicaux, qui auront été retenue dans son offre et seront contractuelles.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions en matière de conditionnement pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries, lors du transport et de l'expédition des produits, dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Chaque livraison effectuée par le titulaire ou un transporteur doit être impérativement accompagnée d'un bordereau de livraison, établi en deux exemplaires, remis au moment de la livraison et émargé par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par le service réceptionnaire, un autre par le titulaire.

Ce bordereau mentionne obligatoirement, conformément aux prescriptions de l'article 20 du CCAG/FCS:

- Le nom du titulaire,
- L'adresse de livraison,
- La date de livraison,
- La référence de l'accord-cadre et de la commande,
- La date de la commande,
- La désignation et référence de la fourniture
- Les quantités réellement livrées,
- La signature et/ou les éventuelles réserves de la personne ayant réceptionné les fournitures ;
- Le nom du transporteur.

7.4 RETARDS DE LIVRAISON/D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Dans le cas où, exceptionnellement, le titulaire serait dans l'impossibilité de livrer/ exécuter la prestation dans les délais contractuels, il lui appartient de prévenir au plus tôt le Centre Hospitalier de Saint Denis. Cette information ne fait toutefois pas obstacle à l'application de pénalités pour retard.

Si pour des raisons inhérentes à l'émetteur du bon de commande, la livraison/l'exécution de la prestation ne pouvait avoir lieu à la date convenue et devait être reportée, celui-ci est tenu d'en informer le titulaire au moins quarante-huit (48) heures ouvrées avant la date prévue pour la livraison.

7.5 VERIFICATIONS ET ADMISSION

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

La livraison des fournitures est constatée par la signature du récépissé-transport ou d'un bordereau de livraison qu'il faut remettre **en main propre au personnel de la pharmacie y compris pour les gaz en vrac ou conditionnés alimentant les réseaux.**

Des réserves immédiates sont possibles selon les modalités du Code du Commerce.

Toute non-conformité à la commande ou au présent marché pourra entraîner un refus de livraison.

Le Centre Hospitalier de Saint Denis effectue les opérations de vérification quantitatives et qualitatives.

La vérification qualitative porte sur la conformité des articles au regard des textes réglementaires et des spécifications particulières de la fourniture telles que définies dans le CCP, dans son catalogue, ainsi qu'au bon de commande.

Si la qualité de la fourniture ne correspond pas à ces spécifications, la fourniture sera refusée et devra être remplacée par le titulaire dans les 10 jours calendaires. Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'accepter la fourniture avec une réfaction du prix.

En cas d'erreur dans la livraison, les articles livrés doivent être repris immédiatement. Ces reprises n'ont aucune incidence financière pour la personne publique et sont à la charge du titulaire.

L'absence de réclamation dans les délais stipulés ci-dessus vaut admission définitive.

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG/FCS, le Centre Hospitalier de Saint Denis n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification.

Pour donner suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG par le Centre Hospitalier.

ARTICLE 8 MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique. Conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement au 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises (au 1er janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire, au 1er janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises et au 1er janvier 2020 pour les microentreprises).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le Centre Hospitalier de Saint Denis.

L'adresse du portail Chorus pour créer un compte est la suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Identifiants CHORUS
Etablissement : Centre Hospitalier de Saint-Denis
SIRET : 269 301 016 000 11
Code service : TECH_RCM
Libellé service : Direction du patrimoine

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Les factures afférentes au contrat seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire /postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;

NOTA :

Aucun paiement ne peut être effectué sur un compte différent de celui précisé sur l'Acte d'engagement.

En cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire doit en aviser le Centre Hospitalier et lui communiquer le numéro et l'intitulé du nouveau compte courant au profit duquel les règlements doivent être effectués et fera l'objet d'un certificat administratif.

A défaut, la facture transmise sera rejetée.

- le numéro du contrat, le numéro de lot et le numéro du bon de commande ;
- la fourniture livrée ;
- la date de livraison ;
- le montant hors TVA de la fourniture exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le % de remise consentie sur le tarif public du candidat le cas échéant ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des fournitures livrées.

ARTICLE 9 PAIEMENT

9.1 MODE DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, par virement administratif au numéro de compte indiqué par le titulaire à l'Acte d'Engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par le comptable assignataire du Centre Hospitalier de Saint Denis.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le décret relatif aux marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 :

- le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.
- Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 10 ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS

10.1 ASSURANCES

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations, de même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, ainsi que celle des éventuels ses sous-traitants sur simple demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

De même, il s'engage à remettre au Centre Hospitalier, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification ou de la reconduction du contrat, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

10.2 PIECES FISCALES

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail sont transmises systématiquement tous les 6 mois pendant toute la durée du présent accord-cadre et ce, sans demande expresse du Centre hospitalier de Saint Denis.

En cas de non-présentation de ces documents, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, confirmée par l'avis de réception. A défaut de transmission dans ce délai, le Centre hospitalier de Saint Denis met en œuvre la résiliation du présent accord-cadre aux torts du Titulaire selon les dispositions de l'article 36 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2142-3 et R2142-4 et à l'article R2143-3 et R2143-4 du Code ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le présent accord-cadre est résilié aux torts du Titulaire, sans indemnités, selon les modalités du CCAG-FCS ;

Le Titulaire certifie avoir respecté les formalités définies à l'article L8221-3 du Code du Travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 11 PENALITES

11.1 PENALITES

Par dérogation à l'ensemble des trois points de l'article 14.1 et de ses 3 alinéas du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro et sont appliquées sans mise en demeure préalable aucune exonération de pénalité ne sera appliquée, les pénalités sont calculées selon les modalités décrites ci-dessous.

Les montants des pénalités sont déduits des factures. Elles sont apparentes sur les factures dont les montants sont lisibles sur ligne de facturation dédiée à la pénalité.

S'il ne peut être décompté d'une facture, il sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

Manquement	Montant de la pénalité
Retard livraison	2% du montant HT du bon de commande par jour ouvré sur simple constatation
Indisponibilité de la centrale, supérieure à 2 jours ouvrés	100 € HT par jour ouvré sur simple constatation à partir de la déclaration par le CHSD
Non-respect du délai d'intervention sur lequel s'est engagé le Titulaire dans offre et dans son contrat de maintenance	100 € HT par jour de retard ouvré, sans mise en demeure préalable.

Par ailleurs, toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 euros sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

Le représentant du pouvoir adjudicateur interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le Centre Hospitalier de Saint Denis.

11.2 APPROVISIONNEMENT D'OFFICE

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, faute pour le Titulaire de livrer la totalité des marchandises commandées à la date contractuelle de livraison ou si les nécessités de service exigent le remplacement immédiat des produits, les fournitures concernées peuvent être **assurées chez d'autres fournisseurs** aux frais et risques du Titulaire en défaut sans qu'il soit besoin de le mettre en demeure. Le Titulaire doit être en mesure de proposer aux Bénéficiaires le choix d'un autre fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment du Bénéficiaire, celle-ci est mise de plein droit à la **charge du Titulaire et obligatoirement déduite de factures présentées à son profit.**

En cas de non présentation de factures, un titre de recette sera émis par le Bénéficiaire.

11.3 CLAUSE DE REPRISE

En cas de retour pour non-conformité, à son étiquetage, à son adressage, à un évènement lié à la pharmacovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du Titulaire.

ARTICLE 12 RESILIATION DU CONTRAT

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre VI du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

12.1 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le Chapitre 6 du CCAG-FCS relatif à la résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Centre Hospitalier de Saint-Denis informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire n'a pas respecté les dispositions prévues à l'accord-cadre ;
- Lorsque le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre
- Lorsque le Titulaire est dans une situation de non-conformité répétée des produits livrés ou des prestations réalisées aux caractéristiques des produits ou prestations référencés à l'accord-cadre (notamment fiches et descriptifs techniques, catalogue)

12.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations par un tiers de son choix, aux frais et risques du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectuera jusqu'à la notification d'un nouveau contrat ayant le même objet que le contrat résilié.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Ce montant (augmentation des dépenses) est payé par le Titulaire sur la base d'un titre de recette émis par le Centre Hospitalier de Saint Denis ou, à défaut, est déduit d'une facture adressée par le Titulaire au Centre Hospitalier de Saint Denis.

La diminution des dépenses ne profite pas au titulaire.

ARTICLE 13 REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

13.1 REGLEMENT A L'AMIABLE

Le Centre hospitalier de Saint Denis et le Titulaire de l'accord-cadre s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le Titulaire et le Centre hospitalier de Saint Denis doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre hospitalier de Saint Denis dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre hospitalier de Saint Denis dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

13.2 TRIBUNAL COMPETENT

A défaut de règlement amiable, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative le tribunal administratif de Montreuil (93) sera seul compétent à statuer sur les litiges relatifs l'exécution à l'accord-cadre, conformément à la législation en vigueur.

TA de Montreuil,
7 Rue Catherine Puig
93100 MONTREUIL
Téléphone : 01 49 20 20 00
Télécopie : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Site : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 14 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCP concernés par ces dérogations.